

Economie verte : des opportunités à saisir pour les entreprises

Analyse de l'assureur-crédit Euler Hermes

- **Il est possible de concilier croissance et réduction des émissions de carbone, même en période de ralentissement économique,**
- **Certains secteurs présentent un potentiel majeur pour le développement de l'économie verte ; il s'agit de la construction, du transport, et de l'industrie chimique et cimentière,**
- **La croissance de l'économie verte ne dépend pas uniquement des réglementations et stimuli publics ; ceux-ci doivent cependant être plus constants et sélectifs.**

Paris, le 15 novembre 2011 – Contrecarrant l'idée reçue que croissance économique rime nécessairement avec augmentation des émissions de carbone, Euler Hermes a identifié quatre secteurs porteurs où l'économie verte offre des opportunités de croissance à moyen et long terme si les entreprises sont prêtes à investir dans des technologies nouvelles et à repenser leur stratégie principalement guidée par les coûts.

Une production d'énergie verte trop faible pour enrayer la hausse du CO2

Aujourd'hui 22% des émissions totales de CO2 proviennent de la production d'énergie, encore largement d'origine fossile (soit 67% de la production), et donc à effet de serre. Alors que nos besoins en énergie ne cessent de croître sous l'effet combiné de la croissance démographique et de l'augmentation du niveau de vie, le résultat est affligeant : les émissions de carbone devraient doubler entre 2000 et 2030, portées notamment par le développement des pays émergents. Malgré une prise de conscience internationale et une volonté d'atténuer les effets et de prévenir les émissions de carbone (convention cadre des Nations Unies, 1992 ; protocole de Kyoto, 1997), Euler Hermes constate que du côté de la production énergétique, les solutions restent embryonnaires. La production d'énergies alternatives peine à croître, avec, en 2010, seulement 3% pour les biocarburants, 1% pour l'éolien et 0,2% pour le photovoltaïque, tandis que le nucléaire s'est stabilisé à 14%.

Cibler les secteurs à forte émission de carbone

Pour réduire les émissions de CO2, au-delà de la production d'énergie, il devient urgent d'agir sur l'intensité énergétique à la production de biens et services, notamment, dans les secteurs à forte émission de carbone. C'est le cas de **la construction et de l'utilisation des bâtiments**, aujourd'hui responsables de 30% des émissions mondiales de CO2. « *Nous prévoyons une hausse soutenue des émissions de CO2 en lien avec la forte croissance du taux d'urbanisation* », explique **Ludovic Subran**, Chef Economiste d'Euler Hermes. « *Pourtant, ce secteur offre de réelles perspectives pour l'économie verte tant en amont, à la conception des matériaux, que dans le domaine de la rénovation, par exemple l'isolation des bâtiments. Le chantier est considérable. Nous évaluons le potentiel économique supplémentaire à réaliser à près de 20 milliards d'euros par an pour les vingt prochaines années. Les entreprises du bâtiment saisiraient une opportunité de diversification et de développement, alors que les consommateurs bénéficieraient de factures énergétiques en baisse.* » En Europe, il faut actuellement compter dix ans pour amortir le supplément de coût de la construction d'un bâtiment HQE¹.

Les perspectives sont également intéressantes dans le secteur des **transports**, responsable globalement de 20% des émissions de carbone (par route 18%, aérien 2%), dont les marges sont fortement dépendantes du coût de l'énergie. De nouvelles technologies existent, réduisant les émissions, telles que le moteur hybride dans l'automobile, mais elles sont encore chères. « *A long terme, producteurs et consommateurs s'y retrouveront puisqu'ils verront le coût de fonctionnement baisser. Ce potentiel est d'autant plus important que le parc automobile devrait plus que doubler d'ici à 2030,* » dit **Yann Lacroix**, responsable des études sectorielles chez Euler Hermes.

¹ HQE : Haute Qualité Environnementale - garantit la préservation des ressources naturelles, une faible pollution de l'air et production de déchets.



Dans l'**industrie**, deux secteurs en particulier représentent un potentiel de croissance verte : le ciment et la chimie. Ensemble, ils représentent 12% des émissions de CO₂, en recul lent mais progressif. En effet, stimulés par des coûts de production devenus difficilement soutenables, les **cimentiers** ont développé au cours des vingt dernières années des procédés de production nécessitant moins d'énergie pour un meilleur rendement. La **chimie** cherche également à contenir l'augmentation de ses émissions de CO₂ (5% des émissions mondiales). En Europe par exemple, la filière chimique a déjà entrepris des efforts significatifs qui se sont montrés payants.

L'importance des stimuli ciblés

L'Europe, comme le Japon, se démarque par sa forte volonté politique de réduire les émissions de CO₂ pour lutter contre le réchauffement climatique et la pollution. Ceci étant, en période d'austérité budgétaire, les gouvernements vont certainement revoir à la baisse leurs incitations fiscales en faveur de l'économie verte. Il s'agit pourtant de mesures qui permettent de relancer la croissance à court terme (primes aux véhicules peu polluants, réductions fiscales sur installations photovoltaïques par exemple) et surtout de la rendre durable à long terme (investissements dans la R&D, nouveaux potentiels de marchés). Les pays émergents, comme les pays industrialisés, ont un intérêt stratégique, à investir davantage dans l'économie verte. Cela supposerait néanmoins que le transfert de technologies s'accélère entre régions du monde, sujet sensible, particulièrement sur les marchés très concurrentiels, comme l'automobile.

« Les opportunités de croissance verte existent pour les entreprises, à condition qu'elles investissent dans leur rentabilité à long terme, en acceptant au départ de rogner leur marge, pour réduire leurs coûts de production et surtout prendre des parts de marchés dans les secteurs porteurs », ajoute Ludovic Subran. « Des incitations ciblées et régulières sont utiles, comme pour la voiture moins « carbonée » ou les bâtiments à basse consommation énergétique. Elles permettraient d'asseoir la compétitivité à l'international. Cependant elles ne peuvent que soutenir des dynamiques sectorielles existantes cherchant à réduire les coûts et à capter de nouveaux segments. Ajouter une dimension « verte » à l'arbitrage déjà ardu entre stimulation de croissance et réduction des déficits, semble compliqué. Pourtant, au vu des opportunités sectorielles, peut-être est-ce une idée pratique pour structurer davantage et intensifier le soutien au secteur privé. »

#####

Pour recevoir la présentation powerpoint détaillée, merci d'envoyer un mail aux contacts ci-dessous.

Contact presse Groupe Euler Hermes

Bettina Sattler – +33 (0)1 40 70 81 41 – bettina.sattler@eulerhermes.com

Contact Ogilvy

Lorenzo Ricci – +33 (0)1 53 67 12 83 – lorenzo.ricci@ogilvy.com

Euler Hermes est le leader mondial de l'assurance-crédit et l'un des leaders de la caution et du recouvrement de créances commerciales. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et **a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,15 milliards d'euros en 2010.**

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2010, le groupe garantissait pour 633 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à Euronext Paris et noté AA- par Standard & Poor's.

www.eulerhermes.com



Réserve :

Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la direction de la société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actes terroristes.

La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.